

# Poitiers au siècle des Lumières

**L'historien Jacques Marcadé dépeint une ville atone qui vit principalement de ses rentes, de ses fonctions administratives, de l'université et de l'armée.**

Par Jean Henri Calmon Photo Christian Vignaud

**J**acques Marcadé, ancien professeur à la faculté des lettres de Poitiers, spécialiste éminent de l'époque moderne (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles) à laquelle il a consacré toute sa vie de chercheur et sur laquelle il continue de travailler avec passion, vient de publier un ouvrage, *Poitiers au siècle des Lumières*, qui ne manquera pas de susciter curiosité et intérêt chez les Poitevins, bien sûr, mais au-delà, chez tous ceux qui souhaitent améliorer et approfondir leurs connaissances sur l'ancienne société admirablement dépeinte ici.

De la ville que le grand voyageur Arthur Young considérait comme l'une des plus «vilaines» qu'il ait vues en France, Jacques Marcadé dresse un portrait, certes peu flatteur, mais profondément vrai : enserrée dans sa muraille qui tombe en ruine, construite autour de vastes enclos monastiques, elle s'entasse le long de rues non pavées, encombrées d'immondices, et bordées d'immeubles mal entretenus. La population, estimée à 20 000 habitants, vit sous la menace permanente des épidémies, des incendies (le corps de pompiers n'apparaît qu'en 1784) et des inondations pour certains.

L'étude sociologique montre bien que la noblesse, à ses différents degrés (épée, robe, cloche, conférée dans ce dernier cas par les fonctions municipales), domine à tous les niveaux, que le premier ordre (le clergé) occupe une place considérable avec 5 % de la population totale, que les officiers, c'est-à-dire les titulaires de charges administratives dont ils sont les propriétaires (seuls,

ou presque, l'Intendant et ses collaborateurs pourraient être assimilés à des fonctionnaires au sens où nous l'entendons aujourd'hui), sont également très nombreux, en particulier ceux qui participent à l'administration de la justice, que les artisans et commerçants regroupés dans 38 corporations tiennent une place plus modeste, de même que les paysans (vignerons, jardiniers) et qu'il existe une très importante domesticité sur laquelle on sait malheureusement peu de choses. Dans cette société d'ordres (clergé, noblesse, tiers-état) ce qui importe c'est le «paraître», la «préséance», la place qui situe socialement l'individu aux yeux de tous les autres. Après 1750 les premières loges maçonniques viennent perturber quelque peu cette pyramide fondamentalement inégalitaire sans cependant parvenir toujours, en leur sein même, à estomper les différences de conditions.

## FISCALITÉ INJUSTE ET PAUVRETÉ

Économiquement la ville est atone, le négoce se limite en général à de modestes échoppes au point que l'un des plus illustres Poitevins de l'époque, Antoine-Clair Thibaudeau, parle d'une «ville sans commerce», ce qui est excessif, mais il faut bien considérer que la marchandise souffre du mépris de tous les autres corps. La ville vit principalement de ses rentes, de ses fonctions administratives, de l'université et de ses étudiants, des militaires aussi, qui y stationnent fréquemment. La fiscalité est injuste. Les moyens de communication et de transport sont très médiocres (rivière non navigable, très mauvais état des routes), même si à la fin du siècle on peut aller de Poitiers à Paris en trois ou quatre jours par la «turgotine». Ce qui frappe c'est le nombre élevé de pauvres tout au long du siècle (jusqu'à 5 000, soit le quart de la population !); on a créé l'Hôpital général en 1657 avec la volonté de les y enfermer, politique d'exclusion

*Poitiers au siècle des Lumières* de Jacques Marcadé, Geste éditions, 192 p., 20 €



Portrait du comte de Durfort par Jean Valade, huile sur toile, 81 x 65 cm, coll. musées de Poitiers.

stigmatisée par le grand philosophe poitevin Michel Foucault, dans un livre désormais célèbre *Surveiller et punir*, publié en 1975.

### TRÈS FORTE PRÉSENCE DE L'ÉGLISE

L'auteur étudie les différents pouvoirs, notamment ceux du corps de ville et de l'Intendant. Les hommes qui détiennent le premier (maire et échevins essentiellement) songent d'abord à confirmer leur autorité et leur présence. Pour le reste, on retiendra une grande impuissance à agir faute de moyens financiers suffisants et d'une aptitude à gérer ceux dont ils disposent ; il convient d'ajouter une incapacité apparente à prendre des décisions et à faire aboutir les dossiers : il faudra, par exemple, tout le siècle pour qu'on en vienne, enfin, à démolir le Gros Horloge qui menaçait ruine depuis très longtemps ; de même, dans le domaine de la voirie, le corps de ville se montrera incapable d'obtenir que le Pont-Neuf débouche sur une voie gagnant directement le centre. Il faudra toute l'habileté et l'autorité des Intendants, Blossac et Boula de Nanteuil, pour que soient réalisés les boulevards de l'est reliant la porte Saint-Lazare (porte de Paris) à celle de la Tranchée. En vérité l'Intendant, représentant direct du roi dans la Généralité, a progressivement acquis un pouvoir de contrôle sur la municipalité qui n'est pas sans rappeler celui que possédera, plus tard, le préfet sous l'Empire et la République (et jusque dans les années 1980).

Jacques Marcadé consacre deux chapitres, sur les neuf du livre, à la très forte présence de l'Église dans cette ville aux cent clochers : on y compte, en effet, pas moins de 24 paroisses, un chapitre cathédral qui occupe 80 personnes, laïcs compris, de très nombreux couvents et monastères, dont 16 ont été créés au XVII<sup>e</sup> siècle, matérialisant cette «pieuse invasion» inspirée par la Contre-Réforme dont Poitiers constituait un des foyers les plus actifs depuis M<sup>gr</sup> de la Rocheposay. L'Église – et ses mille religieux – est de loin le plus riche propriétaire foncier de la cité. Il est raisonnable de penser que la contestation de cette emprise cléricale sur la ville, déjà apparente à la fin du siècle, soit à l'origine de l'anticléricalisme qui commandera bien des comportements politiques au siècle suivant, et notamment sous la République. Après la ville sainte, l'auteur fait une large place à la ville savante, c'est-à-dire à l'université créée en 1431, toute accaparée par les clercs, à l'exception de la faculté de droit, mais qui connaît dans le temps qui nous intéresse un profond déclin dont le plus éclatant symbole est bien la faculté de médecine qui ne reçoit plus d'étudiants depuis le siècle précédent. Jacques Marcadé s'attarde à raison sur le collège Sainte-Marthe, dirigé par les jésuites, qui comptera jusqu'à 800 élèves mais déclinera à son tour après l'expulsion des bons pères. Il donne de précieuses indications sur les petites écoles (enseignement primaire) et signale par exemple qu'on y donnait déjà un enseignement gratuit aux filles des familles pauvres.

Une place est faite dans cet ouvrage passionnant aux distractions, aux fêtes, officielles, religieuses, royales, ou encore imprévues comme celle qui fut donnée en 1721 à l'occasion du passage à Poitiers d'une ambassade turque. On notera, à ce sujet, que l'Orient est alors fort à la mode puisque la même année, Montesquieu publiait ses fameuses *Lettres persanes*. Pure coïncidence, trois cents ans plus tard, ces deux grands pays occupent encore le devant de l'actualité !

Le titre donné au dernier chapitre est un hommage rendu par l'auteur à l'un de ses plus brillants prédécesseurs à la faculté des lettres, Jean Egret, spécialiste de la période préévolutionnaire. En réalité, Jacques Marcadé montre qu'il n'y eut rien de comparable ici avec ce qui a pu se passer ailleurs, dans le Dauphiné par exemple, et qui aurait laissé pressentir les grands bouleversements de la fin du siècle. ■